Le financement participatif, un recours pour les startups face à la crise

La frilosité des investisseurs et la sélectivité des banques ont dopé le recours au financement participatif pendant les mois de crise. Une tendance qui pourrait bien durer.

Temps de lecture : minute

6 octobre 2020

Le financement participatif sauvera-t-il les startups de la crise ? S'il ne constitue pas un remède miracle, il devrait néanmoins s'imposer comme un outil essentiel de la relance des entreprises innovantes, fortement bousculées pendant ces mois de crise. Une étude réalisée par Kantar pour la Banque des Territoires et Financement Participatif France esquisse un début de réponse sur la manière dont ce levier de financement pourrait devenir essentiel pour les startups dans les mois à venir.

L'étude, réalisée cet été par le biais d'entretiens avec des plateformes de crowdfunding, des institutionnels et des banques mais aussi des contributeur·rice·s et bénéficiaires, montre ainsi que les campagnes de financement participatif, qu'elles soient en dons ou sous forme de prêts ou d'investissements, permettent un accès rapide et relativement plus facile à une ligne de financement pour des entreprises dont les modèles sont parfois mal compris par les acteurs traditionnels.

Dans une période où l'argent est plus que jamais le roi et où il est plus compliqué d'en obtenir - investisseur·se·s en position attentiste, concentré·e·s sur leurs participations et banques exigeant des garanties plus solides qu'auparavant - le financement participatif devient donc un recours de choix pour des entreprises fragilisées.

Après l'économie réelle, la finance réelle ?

La crise a d'ailleurs mis en exergue les atouts de la finance participative, pour les entreprises mais aussi pour les contributeur·rice·s. En effet, comme le souligne un des institutionnels interrogés par Kantar, "il y a eu un appétit des particuliers pour le risque pendant la crise" qui s'est traduit à la fois par une hausse des investissements en Bourse mais aussi par un engouement pour le financement participatif, qui reste un produit plus risqué que d'autres placements. Le baromètre du secteur pour le premier semestre montre d'ailleurs un bond de 34% des volumes collectés en crowdfunding sur la période entre 2019 et 2020, preuve que la crise a eu un effet accélérateur.

Malgré cette augmentation du risque, qui garantit cependant de meilleurs retours sur

investissement à terme, les contributeur·rice·s trouvent leur compte parmi les projets proposés en financement participatif. La crise a en effet fait la part belle aux entreprises de la santé ou à impact, avec une appétence particulière des contributeur·rice·s pour des projets mettant à l'honneur l'économie réelle et locale, contribuant au maintien d'emplois. Et cela tombe bien : l'offre de projets en recherche de fonds est large et ces entreprises à impact y sont bien représentées. La demande n'a donc aucun mal à rencontrer l'offre.

Gagner en visibilité

Reste que le financement participatif présente encore des faiblesses qu'il lui faudra surmonter pour espérer devenir non seulement un outil de relance pour les entreprises mais aussi s'imposer comme un outil à part entière dans leur stratégie de financement. Les acteurs du secteur attendent ainsi une véritable mobilisation, notamment politique, pour doper leur visibilité auprès de bénéficiaires et contributeur·rice·s potentiel·le·s. Mais aussi celle des acteurs traditionnels de la finance, qui pourraient proposer le crowdequity comme un outil de diversification des portefeuilles d'investissement de leurs client·e·s, par exemple.

Les plateformes, notamment de crowdlending et crowequity, doivent donc aussi gagner en légitimité pour devenir des recours récurrents pour les entreprises. *"Alternative ne veut pas dire marginal ou financement d'entreprises structurellement à perte ou associatif, rappelle le fondateur d'une plateforme interrogé par Kantar. Il faut faire prendre conscience que l'on finance de vraies entreprises, avec les mêmes exigences que des fonds qui ont pignon sur rue."* C'est donc en faisant montre de pédagogie mais aussi renforçant d'un côté leur offre et de l'autre leurs mécanismes de garanties que les plateformes de financement participatif pourront véritablement peser à grande échelle.

Article écrit par Geraldine Russell